



Rebonds

Plutôt que de refuser une Constitution insatisfaisante, le PS et les Verts doivent s'accorder avec les autres sociaux-démocrates de l'Union, qui ont chacun une conception du progrès social.

Europe: la gauche doit dire oui

Par Zaki LAIDI
mardi 22 juin 2004

Par Zaki LAOEDI politologue au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri)

L'adoption finale par les vingt-cinq Etats européens du texte de la Constitution européenne va très vite ouvrir le débat politique sur sa ratification. Ce débat a d'autant plus de chance d'être fort en France qu'il s'adossera très vraisemblablement à une consultation référendaire. On voit en effet mal pourquoi la nouvelle Constitution, qu'on nous présente comme historique, échapperait à une consultation populaire, sauf, bien évidemment, à vouloir priver les citoyens d'un débat sur leur avenir européen. Cette exigence étant posée et on peut raisonnablement penser qu'elle sera satisfaite, se posera naturellement la question de la réponse à apporter à la question posée. Pour la gauche, il y a deux difficultés. La première est celle de tous les partis d'opposition : s'ils disent «oui», ils renforcent la légitimité politique du chef de l'Etat. S'ils disent «non», ils s'exposent à rendre peu lisible le sens de leur opposition : contre le gouvernement ou contre la Constitution ou les deux à la fois ?

Mais cette dernière difficulté se double d'une seconde qui porte sur le fond : celle de savoir si la gauche peut soutenir la nouvelle Constitution en s'appuyant sur ses mérites ou défauts intrinsèques. Pour l'heure, elle est partagée. Partagée, car il y a clairement une montée de l'euroscpticisme en son sein.

Le Parti communiste reste et demeure un parti profondément antieuropéen et souverainiste. Certes, son affaiblissement continu rend son positionnement sur l'Europe sans grande importance. Mais il nous permet de comprendre combien en France l'hostilité au libéralisme incarnée par l'Europe masque une hostilité culturelle et idéologique à tout dépassement du cadre national. Naturellement, ce tropisme est profondément nié par les communistes et l'ultra-gauche qui se disent internationalistes. Mais leur internationalisme est avant tout interétatique. Le «souverainisme de gauche» est une dimension profondément niée mais largement ancrée dans l'imaginaire d'une bonne partie de la gauche communiste ou de l'extrême gauche. Et ce n'est pas un hasard si ce souverainisme aux couleurs de l'antilibéralisme est très présent dans une bonne partie de l'altermondialisme français. Seuls échappent à ce tropisme les Verts, qui semblent osciller entre un instinct européen qui les porterait à dire «oui» malgré tout et leurs calculs politiques non moins instinctifs qui les portent à ne pas se prononcer de manière aussi claire.

Au sein du PS, la situation est également de plus en plus ambiguë. Historiquement, l'ancrage à l'Europe a été d'ailleurs une des différences politiques les plus marquées entre le PS et le Parti communiste et cela parce que l'une des pommes de discorde portait sur les liens de l'Europe avec les Etats-Unis.

Les Européens étaient alors atlantistes. Aujourd'hui, les sources de ce clivage ont naturellement disparu car l'identification de l'Europe aux Etats-Unis n'est évidemment plus aussi grande qu'avant. Et on peut même dire que la guerre en Irak a très probablement mis un terme à ce que l'on appelait jadis l'atlantisme.

Mais, paradoxalement, cette évolution politique n'a pas rendu le PS plus européen. C'est même exactement le contraire qui s'est produit. L'europanisme du PS a culminé à Maastricht. Depuis, il n'a cessé de décliner. Et même si l'électorat socialiste reste généralement européen, la base militante s'est très clairement radicalisée. Son opposition à l'Europe s'est renforcée en raison de la dérive libérale de

Bruxelles. Certes, le PS maintient une différence entre l'Europe et l'Europe libérale. On ne récuse pas l'Europe, mais on la veut plus sociale. Mais, en attendant qu'elle le soit, on se montre de plus en plus réservé à son endroit. D'où la tentative de s'emparer de la nouvelle Constitution pour s'opposer à l'Europe libérale. Or, si le PS dit «non» à la nouvelle Constitution, il prendra une énorme responsabilité historique : il fera reculer l'esprit européen et se coupera irrémédiablement de l'ensemble de la famille social-démocrate européenne, qui, est massivement pour ce texte.

Mais pourquoi, diront certains, ne pas dire «non» à cette Constitution qui ne comporte aucune avancée vers l'Europe sociale ? Pour plusieurs raisons.

La première et la plus importante est que cette Constitution n'en est pas une. Ce n'est pas un texte fondateur et encore moins l'expression d'un tournant historique en dépit du battage politique qui a été fait autour d'elle. Le saut qualitatif qu'elle était censée effectuer n'a pas eu lieu. C'est avant tout un texte qui consolide en le simplifiant l'ensemble des traités préexistants. Son principal mérite est d'effacer le terrible traité de Nice qui symbolisera à jamais l'affrontement égoïste des Etats et la négation philosophique de la construction européenne. Il n'y a donc rien de fondamentalement nouveau dans ce nouveau traité, et en tout cas aucune disposition nouvelle susceptible de renforcer l'emprise de la Commission ou la dérive libérale. Pour le meilleur comme pour le pire, cette fausse Constitution n'est en fait qu'un nouveau traité où les Etats continueront de jouer un rôle essentiel. On ne peut donc pas s'opposer à cette Constitution au prétexte qu'elle est trop libérale, parce qu'elle n'est pas plus libérale que n'étaient Nice ou Amsterdam. De surcroît tout reste ouvert dans un espace démocratique, ce qui veut dire que ce qui ne s'entendait pas hier pourra s'entendre demain. Dire «non» à la nouvelle Constitution reviendrait donc logiquement à dire «non» à l'intégration européenne depuis le traité de Rome. On comprend que les souverainistes de gauche et d'extrême gauche tiennent ce raisonnement. Mais, pour le PS dont l'Europe est partie de son identité, ce serait une catastrophe. De ce point de vue-là, il y a une différence politique réelle entre l'expression politique dans un cadre national et l'expression politique dans un cadre supranational. Quand, à l'intérieur d'une nation, on s'oppose à certains choix, cela ne signifie pas que l'on s'oppose à la nation. A l'échelle européenne les choses sont moins claires : tant que l'espace public européen ne sera pas réellement consolidé, les oppositions à certains choix collectifs européens contribueront toujours à altérer la dynamique politique européenne. C'est naturellement une contrainte sérieuse qui pèse sur les acteurs politiques, mais il faut admettre, une fois pour toutes, que la construction européenne sera toujours un exercice politiquement difficile et terriblement inconfortable.

Certes, sur de très nombreux points de l'Europe sociale, la Constitution ne comporte pas d'avancées significatives. Mais encore faut-il voir pourquoi il n'y a pas d'avancée sur ce point. La raison en est simple. Elle n'est pas idéologique, mais éminemment politique. Si l'Europe n'avance pas beaucoup sur le plan social, ce n'est pas parce que les multinationales ont pris le pouvoir, mais parce que les Etats européens ne veulent pas que leurs prérogatives sur le plan social soient amoindries. Tant que l'on ne partira pas de ce point essentiel, on s'égara dans des raisonnements parfaitement erronés.

Mais pourquoi donc les Etats s'opposent-ils à cela ? Cette opposition obéit à des motivations complexes, différentes et contradictoires. Il y a à l'évidence le cas britannique. Son hostilité à l'Europe sociale repose sur un mélange de souverainisme politique et de libéralisme économique. Mais est-ce en votant «non» à la Constitution que l'on changera quoi que ce soit à cette réalité ? Certes, il est parfaitement possible de soutenir l'idée que l'on ne peut pas éternellement faire sur l'Europe le pari de Pascal en estimant qu'y croire, c'est toujours mieux que de ne pas y croire et que, dans ces conditions, il faudrait toujours dire «oui» à l'Europe. L'objection est pertinente, sauf que, chaque fois que l'on refuse d'avancer collectivement, ce sont les logiques nationales qui prévalent et qui regagnent du terrain. Il faut également savoir que dire «non», c'est récuser les quelques avancées en matière de politique étrangère, d'accroissement des pouvoirs du Parlement. Si la gauche française veut porter le fer contre l'Europe libérale, elle doit le faire non pas en s'opposant à la nouvelle Constitution ~ ce qui ne changera rien ~ mais en menant un combat politique en Europe contre Tony Blair qui défend tant sur le plan social que diplomatique des positions inacceptables pour elle. La vraie leçon pour la gauche est bien celle-là. La meilleure manière d'être européen et de gauche aujourd'hui ne consiste pas à s'opposer à un texte qui, encore une fois, ne bouleverse pas la donne, mais à populariser des thèmes comme ceux de l'harmonisation fiscale sur la base d'une mobilisation transnationale. Sur ce point, la proposition faite à la gauche de lier l'entrée de nouveaux membres de l'Union dans l'euro à l'acceptation d'une harmonisation fiscale minimale sur les sociétés ne paraît pas aberrante.

Mais là encore, il faut rester extrêmement prudent et admettre qu'être européen et de gauche ne signifie

pas chercher à simplement étendre le modèle français au reste de l'Europe. Lorsque la gauche parle d'un salaire minimum européen, elle dévalorise sans s'en rendre compte l'idée d'Europe sociale car, pour beaucoup d'Européens, le salaire minimum est une incongruité et une régression. Et si ces Européens voient dans le salaire minimum une régression sociale, ce n'est pas parce qu'ils sont réactionnaires ou ultralibéraux, mais parce qu'ils estiment que les salaires minimaux se discutent au niveau des branches et non pas au niveau national et encore moins européen. De fait, dans les pays du nord de l'Europe, les salaires minimaux sont bien plus élevés que chez nous, parce qu'ils sont le produit d'une négociation contractuelle et non d'un choix étatique ou supraétatique. On peut naturellement comprendre que cette complexité des situations ne soit pas accessible au militant moyen. Mais si les dirigeants de la gauche n'engagent pas cette clarification et continuent à ne pas voir qu'être européen, ce n'est pas seulement vouloir étendre le modèle français à l'Europe, ils finiront eux aussi par succomber au «souverainisme de gauche» vers lequel ils dérivent lentement depuis Maastricht.

L'Europe ne sera jamais une construction politique à notre image. Cela signifie donc que l'on devra toujours admettre que les avancées sont partielles et les résultats ambivalents. C'est pourquoi la priorité pour la gauche est de ne pas se couper des autres pays sociaux-démocrates. Elle est d'avancer avec eux vers la voie d'une Europe plus sociale et considérer par principe qu'elle se déterminera sur le nouveau texte après en avoir délibéré collectivement avec les autres partis de la gauche européenne. Il n'y aura jamais plus, en Europe, de socialisme dans un seul pays.

<http://www.liberation.fr/page.php?Article=217320>

© Libération